



## MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Services sociaux et autres services spécifiques  
Art R.2123-1 §3 du Code de la Commande Publique

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

### Personne responsable du marché :

LE REPRESENTANT DE LA COMMUNE DE TERRES-DE-CAUX  
HOTEL DE VILLE  
PLACE GASTON SANSON BP 15  
76 640 TERRES-DE-CAUX

---

**Objet de la consultation : FOURNITURE DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LE RESTAURANT SCOLAIRE ET L'ACCUEIL DE LOISIRS, ET ASSISTANCE TECHNIQUE**

---

Procédure adaptée en application de l'article L2123-1, R.2123-1§3, R.2123-4, R.2123-14, R.2162-1 à R2162-4 du Code de la Commande Publique.

Date et heure limites de remise des offres :

**Vendredi 18 juillet 2025 à 12h00, délai de rigueur.**

### Pouvoir Adjudicateur :

Commune de Terres-de-Caux.  
BP 15- Place Gaston Sanson, 76640 TERRES-DE-CAUX  
Tél : 02 35 96 74 11  
Courriel : [terresdecaux@terres-de-caux.fr](mailto:terresdecaux@terres-de-caux.fr)

---

## SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur .....	3
Article 2 - Dispositions générales .....	3
2-1- Objet du contrat .....	3
2-2- Procédure de passation et forme .....	3
2-3- Décomposition.....	3
2-3-1- Allotissement .....	3
2-3-2- Typologie du prix .....	3
2-3-3- Tranches.....	3
2-3-4- Phases .....	4
2-4-1- Variantes exigées par le pouvoir adjudicateur et variantes proposées par les candidats.....	4
2-4-2- Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) .....	4
2-5- Particularités.....	4
2-5-1- Visite .....	4
2-5-2- Durée de validité des propositions .....	4
2-5-3- Présentation des candidatures .....	4
2-5-4- Modalités de financement et de paiement .....	5
Article 3 - Durée .....	5
Article 4 - Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).....	5
4-1- Contenu du dossier de consultation.....	5
4-2- Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique .....	5
4-3- Modification de détail au dossier de consultation .....	5
Article 5 - Modalités de présentation et de remise des plis.....	6
5-1- Documents à produire au titre de la candidature .....	6
5-2- Documents à produire au titre de l'offre.....	7
5-3- Documents à produire par le candidat retenu .....	7
Article 6 - Modalités de présentation et de remise des plis.....	8
Article 7 - Jugement des propositions.....	10
7-1- Analyse des candidatures .....	10
7-2- Jugement des offres et critères d'attribution.....	10
7-3- Régularisation des offres .....	11
7-4- Négociation.....	11
Article 8 - Renseignements complémentaires .....	12
Article 9 - Traitement des données personnelles et Procédures de recours .....	12
9-1- Traitement des données personnelles .....	12
9-2- Voies et délais des recours dont dispose le candidat .....	13

---

## Article 1 - Acheteur

---

**Commune de TERRES-DE-CAUX**

**HOTEL DE VILLE**

**PLACE GASTON SANSON BP 15**

**76 640 TERRES-DE-CAUX**

Téléphone : 02 35 96 74 11

Courriel : [terresdecaux@terres-de-caux.fr](mailto:terresdecaux@terres-de-caux.fr)

Site internet : <https://marchespublics.adm76.com>

---

## Article 2 - Dispositions générales

---

### 2-1- Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes :

### **FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LE RESTAURANT SCOLAIRE ET L'ACCUEIL DE LOISIRS, ET ASSISTANCE TECHNIQUE**

### 2-2- Procédure de passation et forme

La consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 2°, R. 2123-1 3°, R. 2123-4, R. 2131-14 du Code de la Commande Publique et de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques (NOR : ECOM1831822V). Code CPV : 55523100-3– Services de restauration scolaire.

Cette procédure adaptée est mise en œuvre selon les dispositions des articles R. 2123-4 et suivants et R. 2162-1 à R.2162-4, du Code de la Commande Publique. Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande comportant les seuils minimum et maximum suivants :

<b>Pour le restaurant scolaire et l'ALSH</b>	<b>Seuil en € HT sur 1 an</b>	<b>Sur 1 année de reconduction</b>	<b>Seuil en € HT sur la durée du marché soit 3 ans</b>
Seuil minimum	110 000€	110 000 €	330 000 € HT
Seuil maximum	135 000 €	135 000 €	405 000 € HT

Par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG FCS, si les seuils minimums ne sont pas atteints, le titulaire ne pourra prétendre à indemnité.

A titre d'information, les dépenses de fourniture de repas en ce qui concerne la commune Terres-de-Caux pour le restaurant scolaire et l'ALSH de **2024** se sont élevées à **132 903,63€TTC**

### 2-3- Décomposition

#### 2-3-1- Allotissement

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

#### 2-3-2- Typologie du prix

Le marché est traité à prix unitaire par application des prix indiqués à l'acte d'engagement, aux quantités réellement livrées.

#### 2-3-3- Tranches

Le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

#### **2-3-4- Phases**

Le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en phases.

#### **2-4- Variantes et prestations supplémentaires éventuelles**

##### **2-4-1- Variantes exigées par le pouvoir adjudicateur et variantes proposées par les candidats**

Le présent marché ne comporte pas de variante exigée, au sens de l'article R.2151-9 du Code de la Commande Publique.

Les candidats sont autorisés à proposer une seule variante libre à condition d'avoir remis une offre de base d'une part, et de respecter les dispositions décrites dans le CCP qui constituent des minima.

Les variantes ne pourront en aucun cas porter sur les éléments suivants :

- ensemble des dispositions d'ordre administratif figurant dans le CCP (et notamment la durée du marché et les conditions financières),
- spécifications techniques étant indiquées comme minimales dans le CCP.

Ils devront dans ce cas remettre en plus de leur offre de base, un dossier variante comprenant les documents suivants :

- un acte d'engagement complété noté « variante » ;
- une note détaillée décrivant les caractéristiques techniques de la variante ;
- un détail quantitatif estimatif correspondant à la variante.

##### **2-4-2- Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)**

Le présent marché ne comporte pas de Prestation Supplémentaire Eventuelle à laquelle les candidats doivent obligatoirement répondre sous peine de voir leur offre écartée pour irrégularité.

#### **2-5- Particularités**

##### **2-5-1- Visite**

Une visite des restaurants scolaires n'est pas impérativement requise. Les candidats sont toutefois invités à prendre connaissance des sites et à prendre tous renseignements qui leur paraîtraient nécessaires en vue de la remise de leur offre.

Aucune réclamation ne sera admise après la remise de l'offre pour quelque cause que ce soit.

Les acheteurs se réservent la possibilité d'effectuer, dans le cadre de l'analyse des offres, une visite de la cuisine centrale des candidats. Lors de cette visite, ils devront pouvoir goûter les repas préparés par le candidat pour ses clients de restauration scolaire (menus proposés aux enfants). Les acheteurs prendront contact avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre afin de fixer la date et les conditions de cette visite.

Si les acheteurs décident de ne pas effectuer cette visite, ils pourront demander aux candidats de faire livrer à l'adresse de la mairie des repas préparés par le candidat pour ses clients de restauration scolaire (menus proposés aux enfants) à une date imposée. Les acheteurs préciseront le nombre exact de repas à préparer.

##### **2-5-2- Durée de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

##### **2-5-3- Présentation des candidatures**

Les candidats peuvent présenter leur candidature en candidat individuel ou en groupement conjoint ou solidaire.

Comme le permet l'article R. 2142-21 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

#### **2-5-4- Modalités de financement et de paiement**

Le financement des prestations objet du présent marché se fera sur fonds propres. Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire sur mandat administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

---

### **Article 3 - Durée**

---

Le présent marché est passé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 pour une durée de 1 an. Il pourra être renouvelé deux fois pour un an de manière tacite, sauf décision contraire des acheteurs notifiée au plus tard 2 mois avant la fin du marché.

---

### **Article 4 - Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)**

---

#### **4-1- Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Les formulaires DC1 et DC2 (**Formulaires** accessibles également via : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

#### **4-2- Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

En application des articles R2132-2 et R2132-3 du Code de la Commande Publique, le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur la plateforme dématérialisée des marchés publics de l'ADM76 :

<https://marchespublics.adm76.com/>

Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. A défaut d'identification, et en cas de modification du dossier de consultation, l'offre ne prenant pas en compte les changements sera déclarée irrégulière.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

#### **4-3- Modification de détail au dossier de consultation**

Selon les dispositions de l'article R.2132-6 du Code de la Commande Publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Dans ce cas, chacune des entreprises ayant sollicité le dossier se verra informée des corrections par courriel transmis via la plateforme dématérialisée, dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

En application de l'article R.2151-4 du Code de la Commande Publique, le délai de réception des offres est prolongé dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre, demandé en temps utile par l'opérateur économique, n'est pas fourni dans les délais prévus à l'article R.2132-6 ;  
2° Lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation.  
La durée de la prolongation est proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente et les dispositions de l'article 2-5-2 du présent RC sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

---

## Article 5 - Modalités de présentation et de remise des plis

---

**Il est entendu que le signataire des documents de la candidature et de l'offre est le représentant légal de l'entreprise. À défaut, une délégation de signature habilitant la personne à signer les documents doit être jointe.**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

### **5-1- Documents à produire au titre de la candidature**

En application des articles R.2143-3 à R.2143-16 du Code de la Commande Publique, le candidat devra fournir les justificatifs suivants dûment renseignés :

a. **Lettre de candidature et de désignation du mandataire par ses cotraitants** (ou imprimé DC1 dans sa dernière version joint au dossier de consultation complété) précisant l'identité complète du candidat et une déclaration sur l'honneur attestant que celui-ci ne fait l'objet d'aucune interdiction de soumissionner aux marchés publics ;

b. **Déclaration du candidat** (ou imprimé DC2 dans sa dernière version joint au dossier de consultation) **complétée et/ou accompagnée des éléments listés ci-dessous :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- **Le chiffre d'affaires global hors taxes des trois derniers exercices** disponibles ainsi que la **part du chiffre d'affaires concernant les services objet du marché** ;
- **Effectif du candidat détaillant le nombre d'encadrants et liste des moyens matériels** ;
- **Liste de références similaires de moins de trois ans** : les candidats devront fournir une liste complète concernant leurs références indiquant le montant du marché, la désignation des prestations réalisées et leur date d'exécution et le destinataire public ou privé. Conformément à l'article 3 2° de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur prendra en compte les éléments de preuve relatifs à des services pertinents de plus de trois ans mais de moins de cinq ans.
- **Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle** en cours de validité couvrant **les risques professionnels**.

Pour les nouvelles entreprises, il est demandé de justifier de leur capacité financière, technique et professionnelle par tout moyen.

### **En cas de cotraitance :**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, **le candidat produit pour chaque cotraitant, les mêmes documents listés ci-dessus au titre de la candidature.**

En application de l'article R. 2142-25 du Code de la Commande Publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

#### **Document Unique de Marché Européen (DUME)**

En application de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, l'acheteur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents « lettre de candidature » et « déclaration du candidat » mentionnés plus haut.

Le DUME devra être rédigé en langue française et devra contenir le descriptif des capacités techniques et professionnelles des candidats tel que demandé ci-dessus.

#### **Système électronique de mise à disposition d'informations ou l'espace de stockage numérique**

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ont la possibilité d'indiquer dans leur dossier de candidature le système électronique de mise à disposition d'informations ou l'espace de stockage numérique dans lequel le pouvoir adjudicateur peut obtenir les documents et renseignements relevant de leur candidature. Dans ce cas, les candidats sont tenus de préciser dans un document spécifique toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace dont l'accès devra être gratuit.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, conformément à l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne sera pas supérieur à 7 jours.

Toutes les rubriques devront être complétées intégralement sous peine de voir la candidature rejetée, en particulier à l'issue, le cas échéant, de demandes de précisions ultérieures restées sans réponse dans les délais prévus par ces demandes.

#### **5-2- Documents à produire au titre de l'offre**

Le dossier d'offre à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement complété, daté et signé ;
- Un mémoire technique détaillant les éléments suivants :
  - Moyens humains et techniques affectés à la mission : compétences et qualifications des intervenants, organisation de l'équipe, moyens techniques affectés (cuisine, véhicules de transport...),
  - Présentation de la méthodologie proposée,
  - Liste de références similaires de moins de trois ans,
  - Exemples de menus proposés sur 12 semaines détaillant l'origine des aliments proposés.

La remise du CCP n'est pas requise dans la mesure où, par le fait de déposer une offre, les candidats sont réputés accepter pleinement ce document.

**En cas de présentation d'une variante** le candidat devra obligatoirement remettre une offre de base et transmettre les pièces suivantes relatives à la variante :

- un acte d'engagement noté variante complété et signé ;
- un mémoire technique décrivant les caractéristiques techniques de la variante ;

#### **5-3- Documents à produire par le candidat retenu**

Conformément à l'article R.2144-4 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les documents mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique.

**Afin de réduire les délais de procédure, il est fortement recommandé aux candidats de joindre avec leur dossier de candidature les pièces devant obligatoirement être fournies par le candidat retenu, prévues aux articles susmentionnés et listées ci-dessous :**

- Un extrait de registre pertinent tel qu'un **extrait K ou K-bis, ou un extrait D1 datant de moins de 3 mois.**
- Les **attestations et certificats** délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations **fiscales et sociales** ont été satisfaites.
- **Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, **émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois** (articles D. 8222-5-1° du Code du travail et D. 243-15 du Code de sécurité sociale).

Les entreprises peuvent obtenir ces attestations directement aux adresses Internet suivantes :

Attestation fiscale des entreprises redevables de l'impôt sur les sociétés : [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) ; Urssaf :

[www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)

RSI : [www.rsi.fr](http://www.rsi.fr)

Congés Intempéries BTP Nord-Ouest : [www.cibtp-no.fr/entreprise](http://www.cibtp-no.fr/entreprise)

Caisse Nationale des Entrepreneurs de Travaux Publics : [www.cnetp.fr](http://www.cnetp.fr)

RAM : [www.laram.fr](http://www.laram.fr)

CIPAV : [www.cipav-retraite.fr](http://www.cipav-retraite.fr)

MSA : <https://hautenormandie.msa.fr/>

AGEFIPH pour la DOETH : <https://www.teledoeth.travail.gouv.fr>

---

## Article 6 - Modalités de présentation et de remise des plis

---

En application de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique, les offres doivent obligatoirement être dématérialisées. Toute offre papier sera considérée comme irrégulière.

Dépôt dématérialisé via le profil acheteur <https://marchespublics.adm76.com/> uniquement avant la date et l'heure limites fixées en première page du présent règlement.

Les candidats devront constituer leur dossier dématérialisé en tenant compte des indications suivantes :

### Formats

Pour les documents exigés par le Pouvoir Adjudicateur, les formats autorisés en réponse sont : PDF, Word, Excel.

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le Pouvoir Adjudicateur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word 97-2003, PowerPoint 97-2003, RTF, DWG, JPG, AVI ...).

### Virus

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

### Signature

La signature électronique n'est pas exigée.

Afin de ne pas restreindre l'accès à la commande publique dans cette phase transitoire, il est admis que les candidats qui ne disposent pas de signature électronique, remette un acte d'engagement signé de manière manuscrite. Dans ce cas, il sera demandé au candidat attributaire de faire parvenir à la Commune son acte d'engagement signé en original.



S'il s'avérait qu'à l'ouverture des offres, un candidat avait transmis un acte d'engagement sans le signer, ni électroniquement, ni de manière manuscrite, son offre sera considérée comme irrégulière. Une demande de régularisation pourra lui être adressée afin de lui permettre de régulariser son offre.

#### **Copie de sauvegarde**

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD, clé USB...) envoyée à l'adresse suivante :

**Mairie de TERRES-DE-CAUX**  
**HOTEL DE VILLE**  
**PLACE GASTON SANSON BP 15**  
**76 640 TERRES-DE-CAUX**

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

---

## **Article 7 - Jugement des propositions**

---

### **7-1- Analyse des candidatures**

En application de l'article R. 2143-2 du Code de la Commande Publique, les candidatures reçues hors délai sont éliminées.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-5 du Code de la Commande Publique.

Lors de l'ouverture de l'enveloppe, ne seront pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la Commande Publique.

Ne seront pas admises également les candidatures ne présentant pas de garanties économiques, financières techniques et professionnelles suffisantes au regard des conditions de participation requises et figurant à l'article 5 du présent règlement de la consultation.

### **7-2- Jugement des offres et critères d'attribution**

Le jugement des offres sera effectué en tenant compte des critères pondérés suivants :

Libellé	Pondération (%)
1 – <b>Prix</b> sur la base de la moyenne pondérée des tarifs indiqués sur l'acte d'engagement pour 283 repas / jour 5 composants, dont 97 pour des maternelles et 186 pour des élémentaires.	<b>40 %</b>

2 – <b>Valeur technique</b> sur la base des éléments du mémoire technique, dont :	<b>60 %</b>
- Qualité jugée au vu des éléments suivants :	35 %
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Qualité et durabilité des denrées qui constituent les repas, au-delà des obligations EGALIM et Climat et Résilience (20%)</i></li> <li>• <i>Performance environnementale : recours à des contenants de réchauffe, service issus de matériaux inertes, modalités de transport (15%)</i></li> </ul>	15 %
- Variété des menus	10 %
- Moyens humains et matériels affectés à la mission, performance en matière d'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi	

\* Notation du critère « Prix »

La note du prix attribuée aux candidats répondra à la formule suivante :

Note de l'offre de prix du candidat analysé =  $40 \times (\text{offre de prix la moins élevée} / \text{offre de prix du candidat analysé})$ .

Les offres variantes seront notées dans le même temps et avec les offres de base sur la base des critères de jugement des offres décrits ci-dessus.

Au cours de l'analyse des offres, pourront être demandées aux candidats des précisions sur la teneur de leur offre via la transmission d'une demande via le profil acheteurs <https://marchespublics.adm76.com/>

### **7-3- Régularisation des offres**

En application de l'article R. 2152-1 du Code de la Commande Publique, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

En application de l'article R. 2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières au sens de l'article L. 2152-2 du Code de la Commande Publique dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. L'acheteur pourra demander au titre de la régularisation des offres, par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation, des éléments dont la transmission n'a pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre transmise.

En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée, conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la Commande Publique.

### **7-4- Négociation**

Conformément aux articles R. 2123-4 et suivants du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à la négociation en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Cette négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre dont le prix.

Le pouvoir adjudicateur pourra engager une négociation par échange de courriel sécurisé via la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics.adm76.com/> avec les candidats en prenant en compte les coordonnées indiquées dans les dossiers de candidature.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu responsable de l'absence de consultation par le candidat de sa messagerie, ou du caractère erroné des coordonnées transmises.

Les éléments transmis par le candidat à l'appui de cette négociation deviendront pleinement contractuels.

À l'issue de la phase de négociation un nouveau classement définitif des offres sera établi.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera donc retenue en fonction de ce nouveau classement.

---

## Article 8 - Renseignements complémentaires

---

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 7 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

### **Commune de TERRES-DE-CAUX**

**HOTEL DE VILLE**

**PLACE GASTON SANSON BP 15**

**76 640 TERRES-DE-CAUX**

Téléphone : 02 35 96 74 11

Courriel : [terresdecaux@terres-de-caux.fr](mailto:terresdecaux@terres-de-caux.fr)

Adresse internet : <https://marchespublics.adm76.com/>

### IMPORTANT

Toutes les modifications apportées à la consultation seront portées à la connaissance des candidats via la plateforme de dématérialisation des marchés publics par alerte à l'adresse électronique indiquée lors du retrait électronique du dossier de consultation.

De même les réponses aux questions (d'intérêt général) posées non couvertes par le secret commercial, quel que soit le moyen de communication choisi par l'entreprise (plateforme, courrier, fax, mail, téléphone...), seront mises en ligne sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics. L'entreprise sera alertée par mail. Pour accéder à ces réponses, il faudra impérativement que l'entreprise ait fourni une adresse électronique valide dans sa demande du dossier de consultation. La personne publique ne pourra être tenue responsable de la non consultation par le candidat de sa messagerie électronique.

---

## Article 9 - Traitement des données personnelles et Procédures de recours

---

### **9-1- Traitement des données personnelles**

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation. Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour garantir la protection des données personnelles, le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- Ne pas utiliser ni divulguer ces données personnelles pour d'autre fin que celle nécessaire à la consultation,
- Prendre toute mesure de sécurité notamment matérielle pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées dans les limites strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (durée d'utilité administrative applicable aux collectivités territoriales),
- Procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant des données personnelles.

### **9-2- Voies et délais des recours dont dispose le candidat**

- Référé précontractuel, jusqu'à la signature du marché, prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA),
- Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. (Ce délai de recours n'est pas ouvert aux candidats s'ils ont eu la possibilité de faire un recours précontractuel),
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du marché, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 "Tarn et Garonne" ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique,
- Recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.

**Instance chargée des procédures de recours** : Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, BP 500, 76005 ROUEN CEDEX 2 ; Tél : 02 35 58 35 00.

**Fin du RC**

Fait à Terres-de-Caux, le 12 juin 2025.